

SOMMAIRE :

ACTUALITÉ

- DES ERREMENTS DE
L'AFROCENTRISME AUX
NUÉES DU
PANAFRICANISME
P. 2

- SAHEL : ISLAM
ENRACINÉ CONTRE
ISLAM WAHHABITE
P. 5

DOSSIER :

LE CONTENTIEUX
ALGÉRO-
MAROCAIN

- LA « QUESTION DES
CONFINES » OU
COMMENT LA FRANCE
AMPUTA LE MAROC AU
PROFIT DE L'ALGÉRIE
P. 11

- L'ALGÉRIE
INDÉPENDANTE RENIE
LA SIGNATURE DU
GPRA AU SUJET DES
RECTIFICATIONS
FRONTALIÈRES
P. 15

- LA « GUERRE DES
SABLES » (OCTOBRE-
NOVEMBRE 1963)
P. 17



Afrocentrisme : la résistance de l'Egypte

Au moment où
en Europe, aux
Etats-Unis, au
Canada, en
Nouvelle-Zélande
et en Australie,

en réalité dans tout le monde blanc
« occidental », l'univers slave étant
pour le moment épargné, les élites
ont capitulé devant les délires et les
diktats des afrocentristes, la ré-
sistance semble venir d'Egypte.

Soumis et mentalement émasculés,
les « Blancs occidentaux » ont déjà
admis qu'un homme pouvait accou-
cher. Alors pourquoi n'accepte-
raient-ils pas de reconnaître que la
« blonde Athéna aux yeux bleu clair »
était en réalité une reine noire afri-
caine et que ce furent des Noirs et
non Colomb, qui découvrirent
l'Amérique ?

En Egypte où la population a
semble t-il encore une colonne ver-
tébrale, ces provocations ne passent
pas.

La colère est ainsi très forte contre
un film américain ayant osé
montrer Cléopâtre sous les traits
d'une femme noire.

Plus généralement, le monde scien-
tifique est « vent debout » contre le
courant afrocentriste qui affirme
que l'ancienne Egypte était
« nègre ». Pour les afrocentristes,

toute l'Afrique, Afrique du Nord,
comprise, était peuplée par des
Noirs avant que des envahisseurs, à
savoir des Berbères Blancs, n'aient
génocidé ces primo-habitants noirs
de la rive sud de la Méditerranée...

Toujours à la différence de leurs ho-
mologues occidentaux, les
dirigeants égyptiens qui ne capi-
tulent pas devant ces falsifications
historiques, ont décidé de contre-
attaquer.

Ainsi, le journal *Le Monde* en date
du 22 juin 2023 publie un article
intitulé « Une exposition aux Pays-
Bas, jugée afrocentriste, fait po-
lémique ». De fait, l'exposition qui
avait pour titre « Kemet », nom que
les afrocentristes donnent à
l'Egypte, était clairement destinée à
faire croire au public hollandais que
l'ancienne Egypte était « Nègre »^[1].

Or, dans cet article, nous apprenons
que « Les autorités égyptiennes
n'ont pas apprécié et ont dénoncé
cette falsification de l'histoire ».

Tout naturellement acquis à l'idéo-
logie woko-décoloniale, les res-
ponsables du musée dénoncent
quant à eux « un regain de racisme
antinoir en Egypte ». Ce faisant, les
voilà ralliés aux postulats farfelus
de l'afrocentrisme devenus autant
de « vérités » prospérant dans la né-
gation du réel et le refus de recon-
naître la différence de nature entre
fait et mythe...

Bernard Lugan

[1] Pour la réfutation de cette imposture scientifique, on se reportera aux numéros de juin et de juillet 2023 de *L'Afrique Réelle* et à mon livre *Pour répondre aux décoloniaux*.

DES ERREMENTS DE L'AFROCENTRISME AUX NUÉES DU PANAFRICANISME

Contrairement à ce que postulent les afrocentristes et les panafricanistes, l'« Homme africain » n'existe pas. Dans les Afriques des déserts, des savanes, des fleuves, des forêts, des hautes terres, des façades océaniques, etc., vivent en effet des peuples différents, séparés par leur mode de vie, leur allure morphologique, leur culture, leur religion, leur couleur de peau et... leur langue.

Pour toute l'Afrique noire, c'est de plus de mille langues qu'il faut parler, et encore ce ne sont que les principales. Aujourd'hui, elles sont classées en quatre grands groupes, eux-mêmes objets de nombreuses subdivisions.

Ces groupes sont à leur tour divisés en plusieurs sous-groupes, en de nombreuses familles, en une multitude d'ethnies, en une infinité de tribus et de clans.

L'histoire de l'Afrique précoloniale est d'abord celle de la mise en place de ces grands groupes et de leurs migrations. Quand la colonisation débute, la tectonique ethnique n'est pas encore figée. Elle le devient avec la colonisation qui prend les populations au piège des frontières artificielles qu'elle trace.

L'existence de ces groupes linguistiques est essentielle à la compréhension de l'histoire de l'Afrique et de ses mouvements de populations. Elle permet de connaître les origines du peuplement du continent à travers deux grandes questions :

- Jusqu'à quand langue et « race » furent-elles liées ? Car elles le furent à l'origine.
- Quand les locuteurs des différents groupes ou proto-groupes se sont-ils séparés ?

La genèse de ces grandes familles commence à être connue grâce à nombre de travaux, notamment ceux fondés sur la génétique.

La mise en place des ethnies peut en effet être comparée aux grands mouvements de la croûte terrestre et aux secousses telluriques qui se produisent quand divers éléments entrent en contact.

Les panafricanistes nient ces réalités pour chevaucher la chimère d'une « Nation africaine noire » paradisiaque détruite par l'homme blanc.

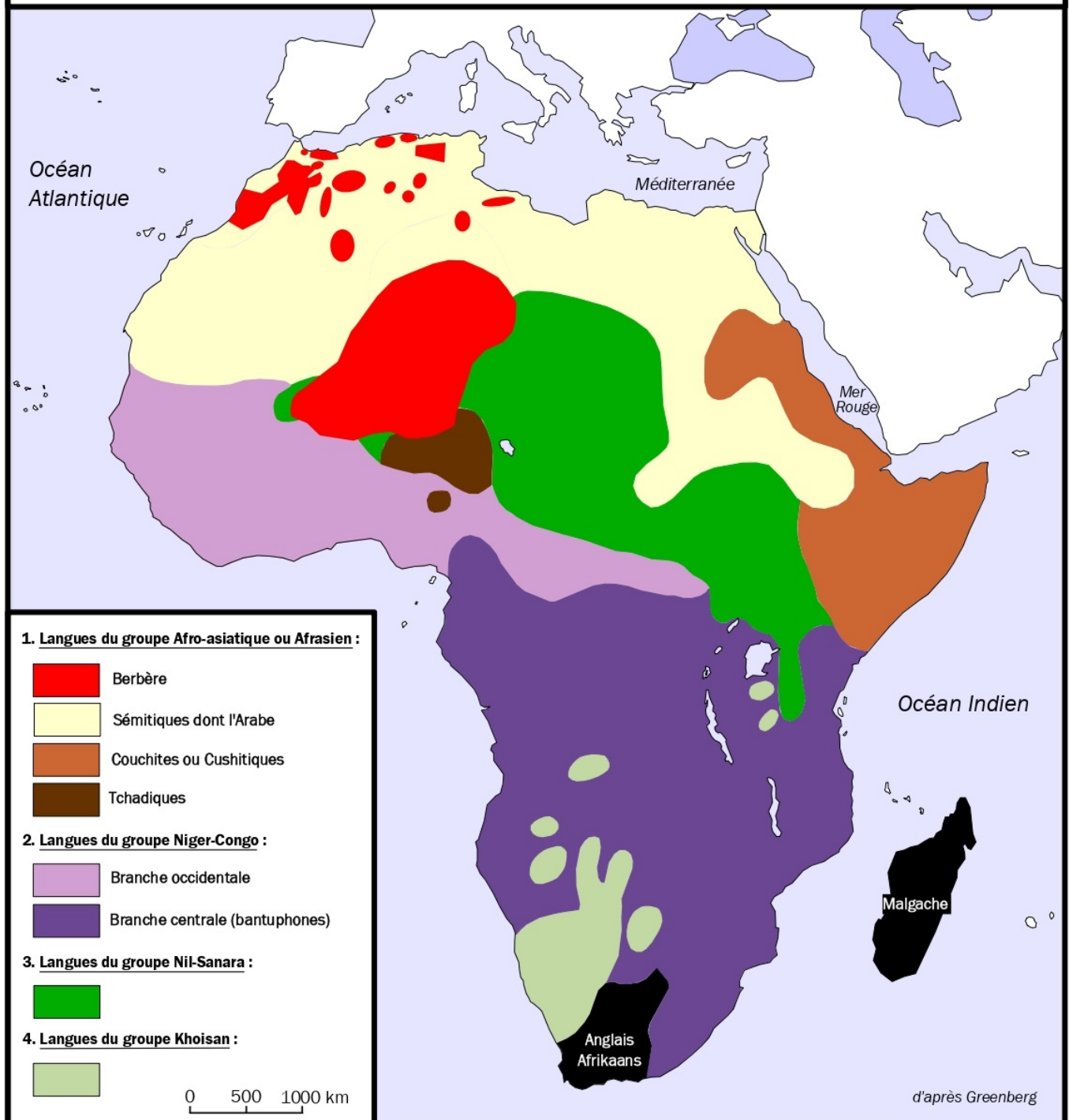
Le premier objectif des afro-centristes et des panafricanistes est en effet de revendiquer une appartenance mythique à un « peuple noir » censé avoir existé dans ce « paradis perdu » qu'était l'Afrique d'avant les Blancs. C'est là la base idéologique du panafricanisme que prônent nombre de politiciens africains qui espèrent ainsi dépasser les divisions de leur continent. Selon les uns et les autres, il y aurait eu une unité culturelle commune et originelle, ainsi que le postulait Cheikh Anta Diop dont nous avons parlé dans les numéros de juin et de juillet 2023 de *l'Afrique Réelle*.

Née en 1885, à la Jamaïque, avec Marcus Garvey et les *rastafari*, l'idée panafricaine prend vraiment forme avec l'Américain Burghard Du Bois (1868-1963) qui fonde en 1908 la *National Association for the Advancement of Coloured People*. En 1919, il réunit à Paris le Ier Congrès panafricain qui rassemble cinquante-sept délégués venus des colonies britanniques et françaises, des États-Unis et des Antilles.

Un courant mystique jamaïcain qui, outre ses succès musicaux plus tardifs avec Bob Marley et le reggae, connaît son véritable essor politique aux États-Unis dans les années 1920, quand le Jamaïcain Marcus Mousiah Garvey y émigre. Le mouvement, qui mélange politique et imprécations bibliques, prêche le retour en Afrique de tous les descendants d'esclaves disséminés sur le continent américain et situe la Terre promise des Noirs... en Ethiopie !

Au IIe Congrès qui se tient à Londres en 1921, le panafricanisme réclame l'égalité entre Noirs et Blancs. Mais ce n'est qu'au Ve congrès qui a lieu à Manchester en 1945, que le panafricanisme prend un véritable tournant politique.

L'AFRIQUE ETHNO-LINGUISTIQUE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Dominé par l'Antillais Frantz Fanon, le Ghanéen Kwame Nkrumah (tous deux marxistes), et le Kenyan Jomo Kenyatta (un nationaliste), les déclarations finales insistent pour la première fois sur la nécessité des indépendances et la fin de « l'exploitation coloniale ».

Le panafricanisme prend alors une forme plus militante avec une revendication à l'unité des futurs États, marquée par l'indépendance du Ghana (1957) et la fondation de l'*Organisation de l'unité africaine* (OUA) lors du Congrès d'Addis-Abeba en 1963. Le but à moyen terme de l'OUA était la fin de la colonisation, la coopération entre les États membres, et la volonté de régler les éventuels conflits par la négociation. A long terme l'objectif était l'avènement du panafricanisme par la constitution des États-Unis d'Afrique qui intégreraient les Antilles et la communauté afro-américaine.

Cette volonté unitaire ne résista pas à la « guerre froide » et à la politique des blocs, puisque les membres de l'OUA se rangèrent dans l'un ou l'autre des deux camps.

L'idée du panafricanisme est une belle utopie, sans doute, mais qui ne repose sur aucune réalité historique ou sociologique, même du point de vue marxiste.

Si l'on prend l'exemple des Antilles françaises, l'on constate en effet qu'au-delà du discours officiel « politiquement correct » de l'unité de la communauté noire antillaise, la grande réalité est au contraire l'émiettement codifié par des barrières « raciales » qui maintiennent l'imperméabilité sociale constituée par l'importance réelle ou supposée de « sang blanc » dans les veines des uns et des

autres. D'où les nombreux termes créoles imaginés qui permettent de distinguer les individus, depuis les plus « clairs » jusqu'aux plus « foncés » : « Sauté barrière, Nègre blond, Bien sorti », etc.

En effet, aux Antilles pas plus qu'en Afrique, il n'y a de « peuple noir » unique et indivisible.



SAHEL : ISLAM ENRACINÉ CONTRE ISLAM WAHHABITE

Au lendemain des indépendances, dans toute la région sahélienne, les wahhabites financèrent des mosquées et des projets de développement. Au terme d'un lent travail d'influence, la réussite est aujourd'hui marquée par l'introduction de nouvelles normes visibles dans la société africaine sud-saharienne, comme la *burqa*, la séparation sexes, les rites mortuaires ou l'introduction de la prière de nuit, le *tahajjud*.

L'introduction du wahhabisme en Afrique sud-saharienne a pour origine la lutte qui, durant les années de « Guerre froide », opposa l'Arabie saoudite alliée de l'Occident à l'Égypte du colonel Nasser. La monarchie des Saoud chercha alors à isoler l'Égypte en la contournant par le sud et en exportant son idéologie d'Etat, le wahhabisme, en Afrique. Ce fut dans ce but qu'au mois de mai 1962, à la Mecque, fut fondée la *Ligue du monde musulman*. Puis, au mois de janvier 1973, à Ryad, se tint la *Conférence mondiale de la jeunesse musulmane*, où fut définie une véritable politique missionnaire saoudienne.

Les succès du wahhabisme en Afrique sud-saharienne s'expliquent largement par son rôle social en faveur des petites élites déclassées. Dans le système éducatif moderne, l'immense majorité de ceux qui vont à l'école sont sans emploi. Quant à l'école coranique traditionnelle, la *médresa*, elle est totalement inadaptée car, si les enfants y apprennent certes l'arabe et le coran, sa fréquentation ne donne pas pour autant accès à l'emploi car la société ne reconnaît que les diplômes délivrés par l'enseignement de type occidental.

Ayant bien analysé la situation, les wahhabites ont fondé des écoles coraniques dans lesquelles est certes enseigné le strict islam, mais également les sciences modernes. Paradoxalement, le retour aux sources religieuses permet une ouverture à la connaissance, donc aux emplois.

Le wahhabisme s'est développé contre les coutumes locales. Il interdit strictement la construction de mausolées funéraires, il prône un rapport direct du croyant à Dieu en interdisant les intermédiaires, donc les marabouts et autres saints vénérés par l'islam africain. Allah, dieu unique méritant seul prière et invocation, il n'est en effet pas

question de demander à d'autres ce qui ne relève que de Lui. En effet, le seul péché irrémissible est l'associationnisme (*shirk*). La remise en cause de l'unicité divine (*tawhid*) par l'introduction d'une médiation sacrée entre les fidèles et Dieu. C'est ainsi que la notion d'innovation blâmable (*Bid'a*) désigne toute croyance, pratique ou coutume, qui ne s'appuie pas sur un précédent datant de l'époque du Prophète.

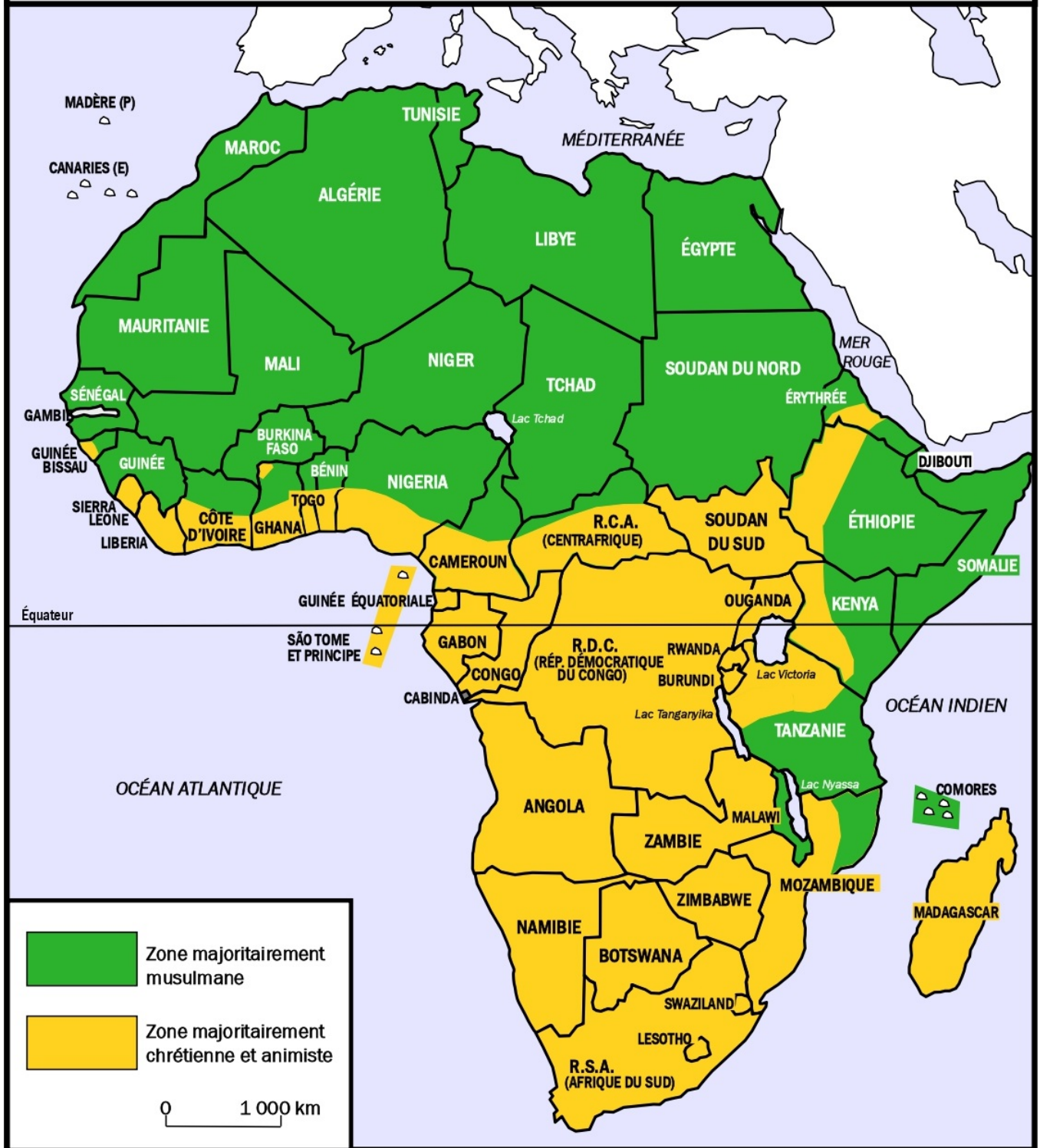
Cet islam radical synthétise les déceptions, les désillusions et les frustrations des populations saharosahéliennes. Il leur propose un changement de paradigme. Ainsi, loin de nier leur retard, il l'explique: si certaines sociétés piétinent, c'est parce qu'elles ont voulu imiter l'Occident. Elles doivent donc remettre en cause l'ordre économique et politique mondial avec ses valeurs, pour adhérer ou revenir aux racines de l'islam.

Parallèlement à cette remise en cause, la conversion des ethnies sudistes a changé la nature de l'islam régional et a ouvert la contestation du pouvoir traditionnel. Longtemps la résistance noire s'est faite contre l'« islam arabe » accusé d'avoir été le vecteur de l'esclavage. Or, paradoxalement, aujourd'hui, le fondamentalisme sert aux héritiers de ceux qui furent vendus, à se venger de ceux qui les razièrent...

Phénomène nouveau, la jeunesse musulmane du sud est de plus en plus arabisée et elle voit dans l'islam rigoriste le moyen de contester à la fois la domination des élites traditionnelles - par exemple celui des *lamido* peul au Cameroun -, et celui des élites occidentalisées.

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, une opposition existe désormais entre descendants des anciens musulmans conquérants et nouveaux musulmans

LES RELIGIONS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

ou héritiers des convertis de force aujourd'hui paradoxalement ralliés à l'islamisme radical.

Ce dernier casse les structures de la chefferie pour fabriquer une artificielle identité africaine arabo-phonie extérieure aux hiérarchies traditionnelles. Il est la revanche des anciens dominés qui se vengent de leurs anciens maîtres musulmans au nom d'un islam égalitaire. Un peu comme au IX^e siècle, quand, au Maghreb, le *kharijisme* fut le paravent utilisé par les Berbères pour contester le *sunnisme*, c'est-à-dire, la domination arabe.

Au Macina, le recrutement de certains Peul par les jihadistes est ainsi localement favorisé par le problème social, les individus marginalisés voyant dans l'islam jihadiste le moyen d'une revanche contre les aristocraties locales. La démarche est ici identique à celle des Peul des XVIII^e et XIX^e siècles qui trouvèrent dans l'islam le levier leur permettant de renverser les autorités locales auxquelles ils étaient jusque-là soumis.

Le FLM (*Front de libération du Macina*), un mouvement peul, dénonce ainsi les familles maraboutiques et les familles pastorales peul héritières de Seku Ahmadou, le fondateur de la *Dîna*, l'État théocratique peul qui s'établit au Macina au XIX^e siècle. Au mois de mai 2015, la destruction des mausolées d'Hamdalahi dont celui de Seku Ahmadou s'inscrivait dans ce contexte.

Le paradoxe ou la contradiction étant que le FLM se réclame en même temps de ce même sultanat peul qui précéda la colonisation...

Avec cette révolte des « petits » Peul demandant l'abolition des droits fonciers traditionnels, nous

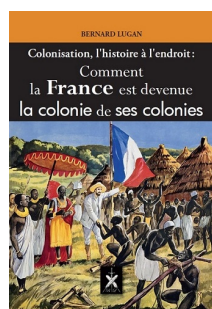
sommes en présence d'une forme de jacquerie religieuse.

Dans l'extrême nord du Cameroun, là où la menace de Boko Haram et de sa dissidence Etat islamique est une réalité, nous assistons à une opposition de fond entre l'islam peul dominant et l'islam kirdi, nom générique donné aux populations noires islamisées par les Peul au XIX^e siècle. En d'autres termes, nous sommes en présence d'un choc entre l'islam des ethnies conquérantes et celui des ethnies conquises. Pour ces dernières, la conversion à l'islamisme wahhabite et l'usage de la langue arabe sont les moyens de leur revanche contre les Peul qui les réduisirent en esclavage avant la colonisation libératrice. De plus, en ayant adhéré à l'arabité, ceux qui se rallient au wahhabisme estiment qu'ils sont désormais plus proches du « vrai » islam que les Peul qui pratiquent une religion « polluée » par les influences locales.

Le rouleau compresseur wahhabite et ses dérivés est-il donc inarrêtable ?

Non, car s'il s'agit bien d'un phénomène clairement révolutionnaire dirigé à la fois contre l'islam traditionnel, contre la chefferie et contre les ethnies musulmanes historiquement dominantes, son expansion n'a, pour le moment du moins, pas réussi à dépasser le cadre de certains groupes traditionnellement dominés. Il n'y a pas eu de « coagulation ». De plus, sa grande faiblesse est que, pour les nombreuses ethnies noires sédentaires de la bande sahélienne et soudanaise, son actuelle expansion sous forme jihadiste est associée aux souvenirs tragiques des grandes conquêtes peul des XVIII^e-XIX^e siècles.

Commander les livres de Bernard Lugan



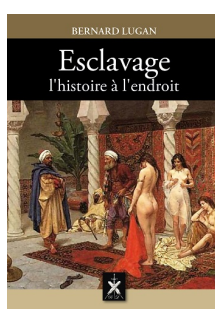
**COLONISATION,
L'HISTOIRE À
L'ENDROIT**

34€



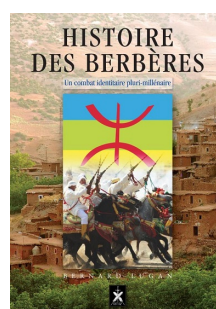
**POUR RÉPONDRE AUX
DÉCOLONIAUX, AUX
ISLAMO-GAUCHISTES
ET AUX TERRORISTES
DE LA REPENTANCE**

32€



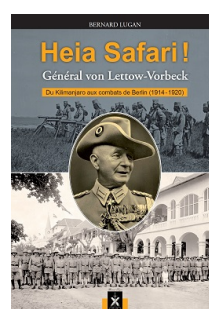
**ESCLAVAGE,
L'HISTOIRE À
L'ENDROIT**

32€



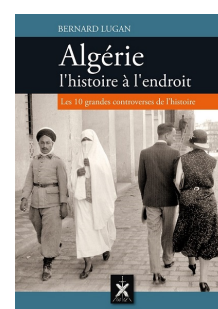
**HISTOIRE DES
BERBÈRES**

29€



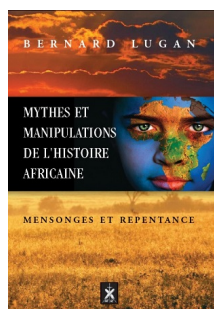
**HEIA SAFARI,
GÉNÉRAL VON
LETTOW-
VORBECK**

36€



**ALGÉRIE,
L'HISTOIRE À
L'ENDROIT**

34€



**MYTHES ET
MANIPULATION
S DE L'HISTOIRE
AFRICAIN**

28€

PayPal™



**Paiement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM**

**- FRAIS DE PORT
INCLUS POUR LA
FRANCE
MÉTROPOLITAINE**

**- LIVRAISON EN
COLISSIMO SUIVI**

**UN LIVRE AU CHOIX DANS LA LISTE DE CETTE PAGE EST
OFFERT POUR LA COMMANDE DE 5 DES 18 LIVRES
PROPOSÉS**

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE D'ENVOI :

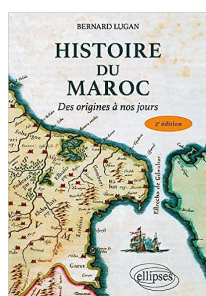
ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :

LIVRE(S) :

- ☐ COLONISATION HISTOIRE À L'ENDROIT
 ☐ POUR RÉPONDRE AUX DÉCOLONIAUX
 ☐ ESCLAVAGE, HISTOIRE À L'ENDROIT
☐ HEIA SAFARI
 ☐ ALGÉRIE, HISTOIRE À L'ENDROIT
 ☐ MYTHES ET MANIPULATIONS
 ☐ HISTOIRE DES BERBÈRES

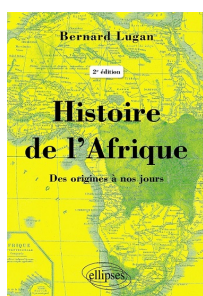
VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 45, 42360 PANISSIÈRES

Commander les livres de Bernard Lugan



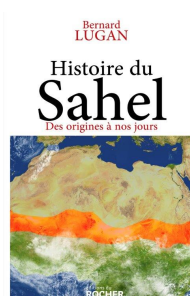
**HISTOIRE DU
MAROC**

24€



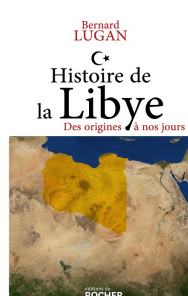
**HISTOIRE DE
L'AFRIQUE**

49€



**HISTOIRE DU
SAHEL**

30€



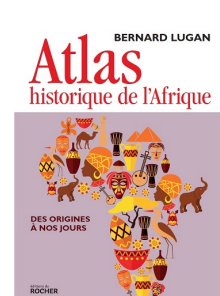
**HISTOIRE DE
LA LIBYE**

27€



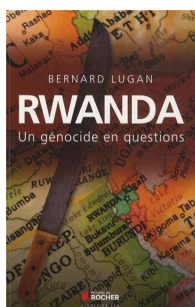
**HISTOIRE DE
L'EGYPTE**

30€



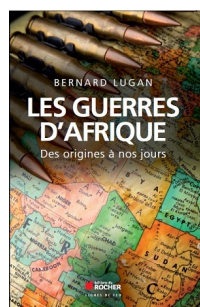
**ATLAS HISTORIQUE
DE L'AFRIQUE, DES
ORIGINES À NOS
JOURS**

33€



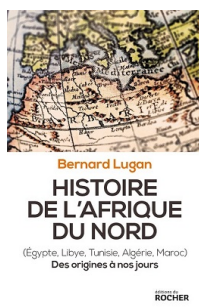
**RWANDA, UN
GÉNOCIDE EN
QUESTIONS**

29€



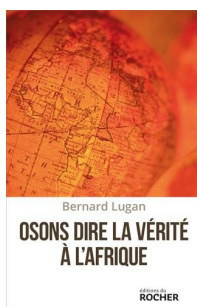
**LES GUERRES
D'AFRIQUE,
DES ORIGINES À
NOS JOURS**

38€



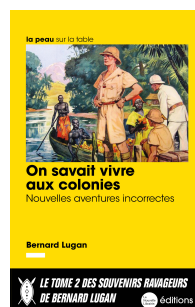
**HISTOIRE DE
L'AFRIQUE DU
NORD**

35€



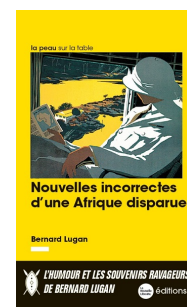
**OSONS DIRE LA
VÉRITÉ À
L'AFRIQUE**

27€



**ON SAVAIT
VIVRE AUX
COLONIES**

25€



**NOUVELLES
INCORRECTES
D'UNE AFRIQUE
DISPARUE**

25€

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE D'ENVOI :

ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :

LIVRE(S) :

- ☐ HISTOIRE DU MAROC
 ☐ HISTOIRE DE L'AFRIQUE
 ☐ HISTOIRE DU SAHEL
 ☐ HISTOIRE DE LA LIBYE
 ☐ HISTOIRE DE L'EGYPTE
 ☐ OSONS DIRE...
 ☐ RWANDA UN GÉNOCIDE EN QUESTIONS
 ☐ LES GUERRES D'AFRIQUE
 ☐ ATLAS HISTORIQUE
 ☐ HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD
 ☐ ON SAVAIT VIVRE...
 ☐ NOUVELLES INCORRECTES

VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 45, 42360 PANISSIÈRES

DOSSIER :

LE CONTENTIEUX ALGÉRO-MAROCAIN

Le contentieux algéro-marocain est la conséquence des amputations territoriales subies par le Maroc à l'époque coloniale, et des complexes existentiels algériens vis-à-vis du Maroc.

La France a en effet amputé le Maroc afin d'agrandir le territoire de sa possession algérienne. Pour mémoire, depuis Rabat, le 4 février 1924, les services du Résident de France écrivaient :

« Il n'est pas douteux qu'à cette époque (avant le Protectorat), l'Empire chérifien étendait nettement son influence au sud de l'Algérie, et il coupait celle-ci du Sahara proprement dit : les Oasis sahariennes du Touat, du Gourara et du Tidikelt relevaient depuis plusieurs siècles du Sultan du Maroc (...) et des gouverneurs marocains y demeurèrent jusqu'à l'occupation française d'In-Salah (1902) (...). En 1917, le Général Gouraud qui était alors Commissaire résident Général par intérim demanda même le retour de Colomb Béchar au Maroc ».

Avant d'accorder l'indépendance à l'Algérie, le général de Gaulle proposa au Maroc d'étudier la question de la rectification de la frontière algéro-marocaine. Le souverain marocain refusa, décidant « d'attendre l'indépendance de l'Algérie pour poser à mes frères algériens le contentieux frontalier. » Aussi, le 6 juillet 1961, le Maroc et le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) signèrent-ils « la création d'une commission algéro-marocaine qui se réunira dans les meilleurs délais pour procéder à l'étude et à la solution de ce problème dans un esprit de fraternité et d'unité maghrébines ». (Protocole d'accord entre le gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc et le G.P.R.A. (6 juillet 1961) (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne).

L'Algérie indépendante refusa de reconnaître cet accord.

LA « QUESTION DES CONFINS » OU COMMENT LA FRANCE AMPUTA LE MAROC AU PROFIT DE L'ALGÉRIE

L'Algérie n'ayant pas d'existence historique, ce fut donc la France qui traça ses frontières, intégrant à l'Algérie française, au sud, les territoires sahariens au fur et à mesure de leur pacification, et à l'ouest des territoires historiquement marocains.

En 1859 le général de Martimprey intervint contre les Béni Snassen (Ait-Iznasen), une importante tribu berbère marocaine dont la fraction la plus orientale, celle des Aït Khaled, possédait des terrains de parcours s'étendant de part et d'autre de l'artificielle frontière tracée en 1845 lors du traité de Lalla Maghnia.

Puis, en 1864, des problèmes internes à la tribu arabe des Ouled Sidi Cheikh divisée en deux groupes, celui des Cheraga vivant en territoire français, et celui des Gharaba en territoire marocain, embrasèrent ensuite la région. En 1861, à la mort de Si Hamza, chef des Cheraga allié de la France, les deux composantes de la tribu se réunirent et, en 1864, elles se soulevèrent contre la France, à l'appel de leur chef, Si Sliman. Le lieutenant-colonel Beauprêtre, commandant du cercle de Tiaret qui parcourait la région à la tête d'un petit détachement fut massacré.

Le soulèvement prit fin en 1869, à la suite de l'expédition décidée par le Gouverneur Général Mac Mahon et réalisée par le général Louis-Joseph de Colomb qui, parti de Géryville, pacifia toute la région et établit un poste militaire en territoire marocain, à l'endroit qui, un temps, porta son nom, Colomb-Béchar. Puis, au mois de mars 1870, le général de Wimpffen commandant la province d'Oran s'empara d'Aïn-Chaïr et de la région de l'Oued Ghir, coupant ainsi à la fraction orientale des Ouled Sidi Cheikh l'accès au Maroc.

En 1884, l'ensemble de la tribu se soumit, à l'exception de Bou Amama, un marabout fondateur d'une *zaouia*, qui demanda la protection effective du sultan du Maroc sur les oasis du Touat^[1].

Le 5 août 1890, aux termes d'une convention secrète, la France et la Grande-Bretagne délimitèrent leurs sphères d'influence en Afrique. En échange de la reconnaissance du protectorat britannique sur les îles de Zanzibar et de Pemba, dans l'océan Indien, Paris se vit reconnaître la possibilité d'occuper les régions marocaines du Touat, du Gourara et d'Igli dans la vallée de la Saoura, axe par lequel elle envisageait de relier l'Afrique occidentale à la Méditerranée par un chemin de fer transsaharien.

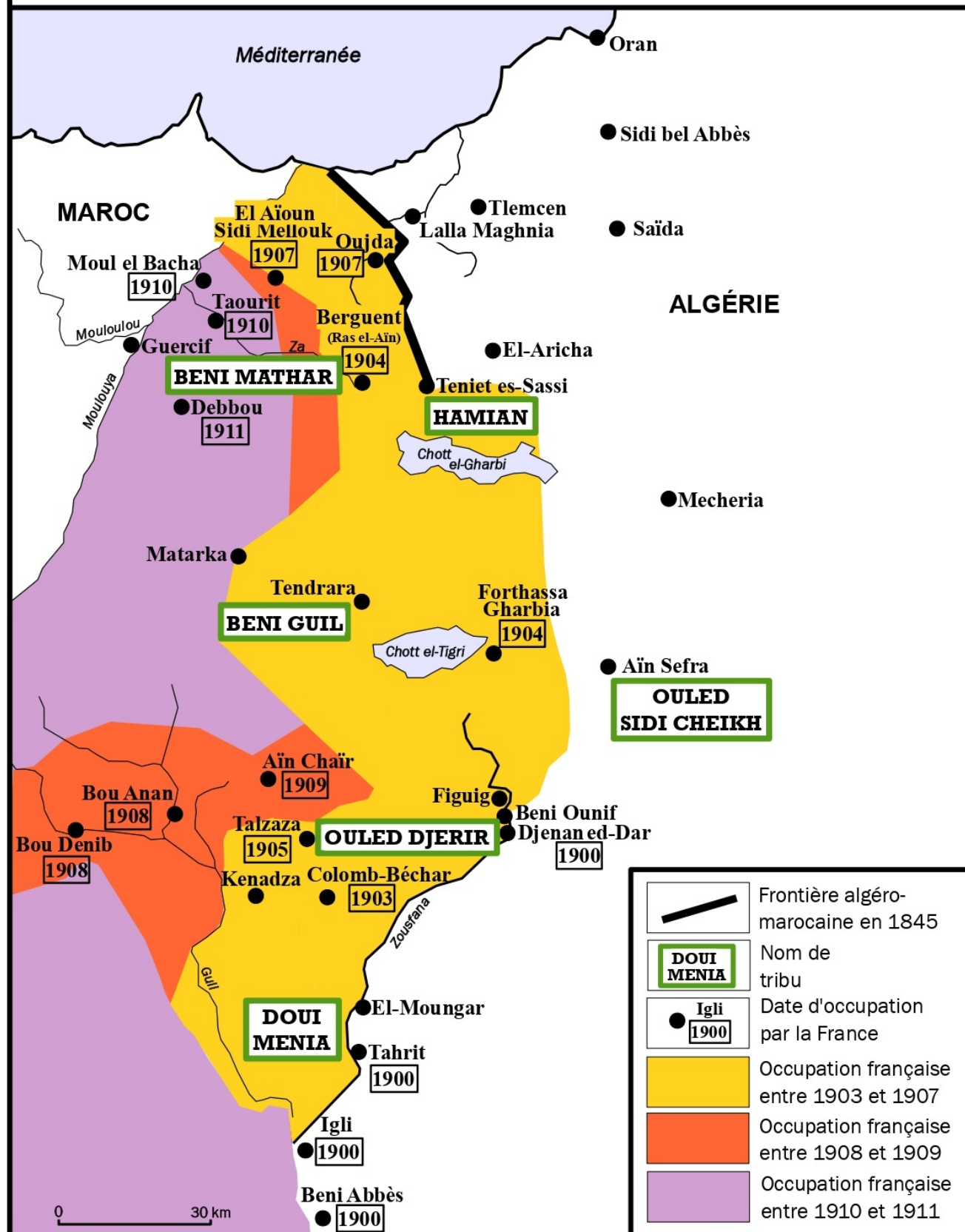
Cependant, la France n'occupa pas immédiatement ces régions. Théophile Delcassé, ministre des Affaires étrangères de juin 1898 à juin 1905, dont la priorité était d'isoler diplomatiquement l'Allemagne en s'appuyant sur la Grande-Bretagne, désirait en effet éviter toute intervention militaire contre le Maroc qui aurait pu donner à Berlin une occasion de briser cet « encerclement ». Les événements le mirent cependant devant un quasi fait accompli, et il dut accepter l'occupation des oasis, prélude à un démembrement du Maroc au profit de l'Algérie alors territoire français.

Le 28 décembre 1899 à Igosten, des assaillants venus d'In Salah (carte page 14), attaquèrent la mission du géomètre Georges Flamand, chargé du relevé topographique de la future ligne de chemin de fer qui devait avancer au-delà d'Ain Sefra.

Le capitaine Pein qui commandait le goum d'escorte repoussa les assaillants, puis il se lança à leur poursuite, obtenant la soumission d'In Salah. La prise d'In Salah brusqua les événements car, devant l'absence de réactions des puissances

[1] Le sultan du Maroc avait à Figuig un caïd chargé de le représenter dans les oasis du Touat.

LA QUESTION DES CONFINES ALGÉRO-MAROCAINS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

étrangères, en particulier de l'Angleterre, le gouvernement français décida, après quelques hésitations, l'occupation de tout le groupe des oasis du Tidikelt et du Gourara dont Timimoun (carte page 14), la capitale qui fut occupée en 1901.

Théophile Delcassé voulut ensuite établir un compromis avec le Maroc. Ce furent les *Accords des Confins*, signés en mai 1902. Ils ne délimitaient pas les territoires entre la France et le Maroc, mais instituaient un contrôle commun de la région, ce qui revenait à reconnaître qu'elle était possession marocaine.

Puis, dans le courant de l'année 1903, les militaires français voulurent investir la ville de Figuig que le traité signé en 1845, à Lalla Maghnia, avait pourtant explicitement laissée au Maroc.

Charles Jonnart alors gouverneur de l'Algérie, qui était tout acquis à ce plan, vint reconnaître la région mais, le 31 mai 1903, au col de Zénaga, entre Béni-Ounif et Figuig, alors qu'il allait conférer à Figuig avec un envoyé du Sultan marocain, son cortège fut attaqué. En représailles, le 8 juin, il fit détruire par l'artillerie le village de Zenaga, un des sept ksour composant l'agglomération de Figuig, ce qui provoqua le soulèvement du Tafilalet.

Au mois d'août 1903, quatre mille cavaliers attaquèrent le poste de Tahrit (carte page 12) sur la Zousfana, où la petite garnison commandée par l'adjudant Gabaig fut massacrée. Deux semaines plus tard, une colonne française fut attaquée à El Moungar et trente-six légionnaires, dont deux officiers furent tués.

Hubert Lyautey reçut alors pour mission d'assurer la pacification de la frontière depuis la Méditerranée jusqu'à Beni-Abbes.

Au mois d'octobre 1903, en territoire marocain, il fit occuper le village de Béchar qui contrôle le Haut Guir, les oasis du Touat et les pistes du Soudan.

En juin 1904 les troupes françaises prirent Ras el Aïn, rebaptisée Berguent (carte page 12).

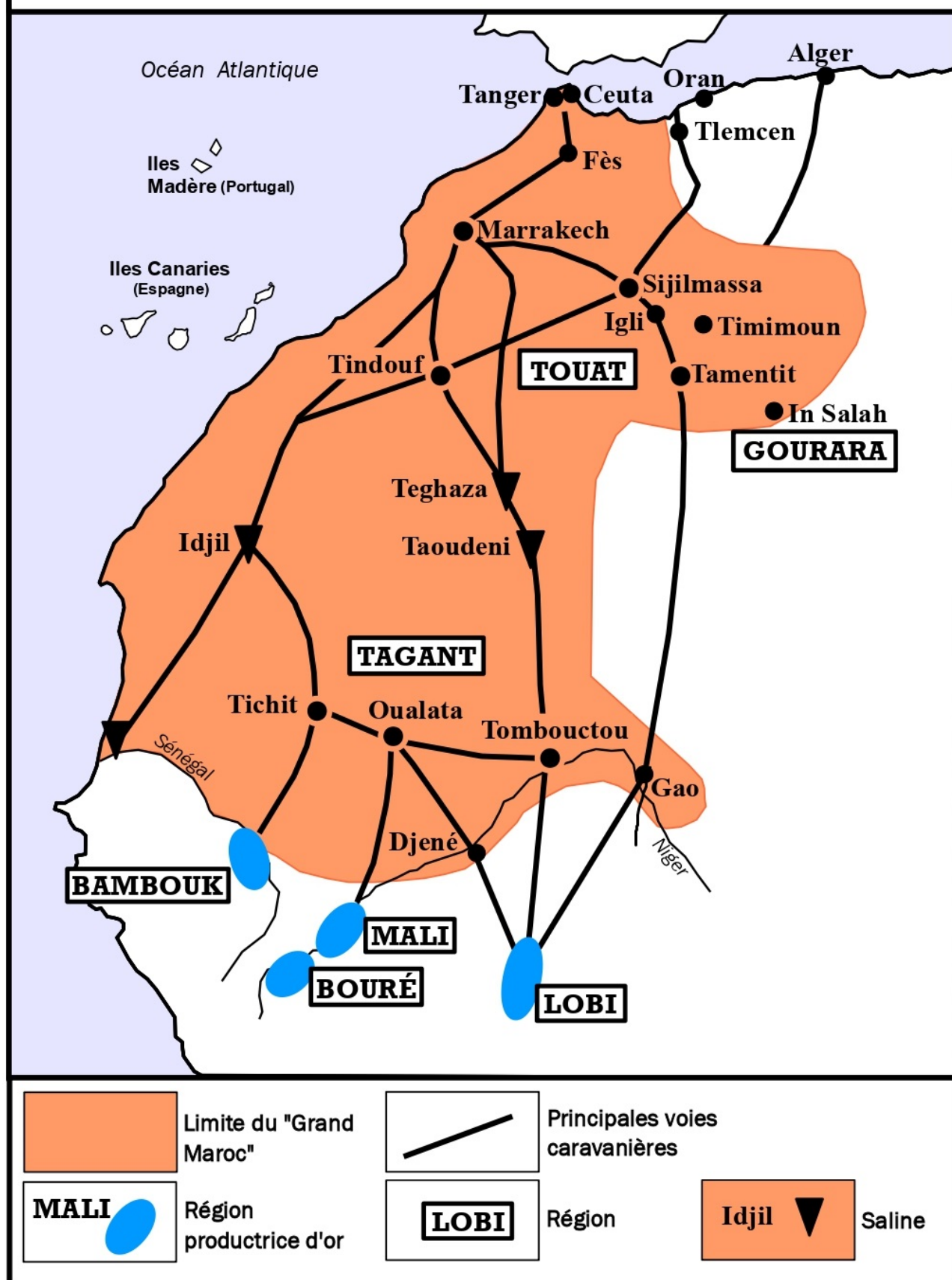
En 1904-1905, Lyautey continua à étendre la « tache d'huile » vers l'Ouest cherchant à établir l'influence française sur la Moulouya.

Au mois d'août 1907, les Berbères Béni Snassen vivant dans le massif éponyme situé entre Berkane au Nord, Oujda au Sud et se prolongeant en Algérie jusqu'à la hauteur de Nedroma, se soulevèrent. Avec 6000 hommes Lyautey encercla le massif des Béni Snassen. Le 12 janvier 1908, les tribus une fois soumises, il fonda les postes d'Ain Sfa, de Berkane, de Taforalt et de Martimprey (aujourd'hui Ain el-Hadid en Algérie). Désormais, la France contrôlait l'ensemble de la région située entre la frontière algérienne et l'est de la Moulouya.

Durant les mois d'avril à septembre 1908, l'agitation reprit dans la partie sud de la région des confins algéro-marocains, notamment dans le Tafilalet et dans la région du Haut Guir. Aussi, le 22 avril Ain Chair fut occupée et le 14 mai, ce fut le tour de Bou Denib. Le 7 septembre une forte contre-attaque menaça la garnison de Bou Denib, mais elle fut repoussée.

Au mois de juin 1910 Lyautey créa le poste de Taourirt et en juillet 1910 celui de Moul el-Bacha sur la Moulouya.

LE MAROC DANS SA PLUS GRANDE EXTENSION (XVII^e - XVIII^e SIÈCLES)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE RENIE LA SIGNATURE DU GPRA AU SUJET DES RECTIFICATIONS FRONTALIÈRES

Avant l'indépendance de l'Algérie, la France proposa au sultan Mohamed V de régler les problèmes territoriaux résultant des amputations subies par ce dernier au profit de ce qui était alors l'Algérie française. La question du contentieux frontalier algéro-marocain fut ainsi étudiée par une commission mixte d'experts. Mais les positions des deux pays furent inconciliables dans la mesure où la France n'était disposée à consentir qu'à des rectifications de détail, alors que le Maroc revendiquait une grande partie de l'ouest algérien, notamment les régions des oasis du Touat, du Tidikelt, du Gourara, etc. De plus, le Maroc ne voulut pas d'un arrangement qui se serait fait « sur le dos » des Algériens.

Lors des pourparlers préalables, la position de Mohamed V fut très claire :

« Toute négociation qui s'engagerait avec le gouvernement français actuellement en ce qui concerne les prétentions et les droits du Maroc sera considérée comme un coup de poignard dans le dos de nos amis algériens qui combattent, et je préfère attendre l'indépendance de l'Algérie pour poser à mes frères algériens le contentieux frontalier. »

Choisissant de traiter directement avec les futurs dirigeants algériens, le 6 juillet 1961, le Maroc signa avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) un accord stipulant que les problèmes frontaliers existant entre les deux pays seraient résolus par la négociation, dès que l'Algérie aurait acquis son indépendance :

« Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne reconnaît pour sa part que le problème territorial posé par la délimitation imposée arbitrairement par la France entre les deux pays trouvera sa résolution dans les négociations entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de l'Algérie indépendante.

A cette fin, les deux gouvernements décident la création d'une commission algéro-marocaine qui se réunira dans les meilleurs délais pour procéder à l'étude et à la solution de ce problème dans un esprit de fraternité et d'unité maghrébines ».

(Protocole d'accord entre le gouvernement de Sa Majesté le Roi du Maroc et le G.P.R.A. (6 juillet 1961) Gouvernement Provisoire de la République Algérienne).

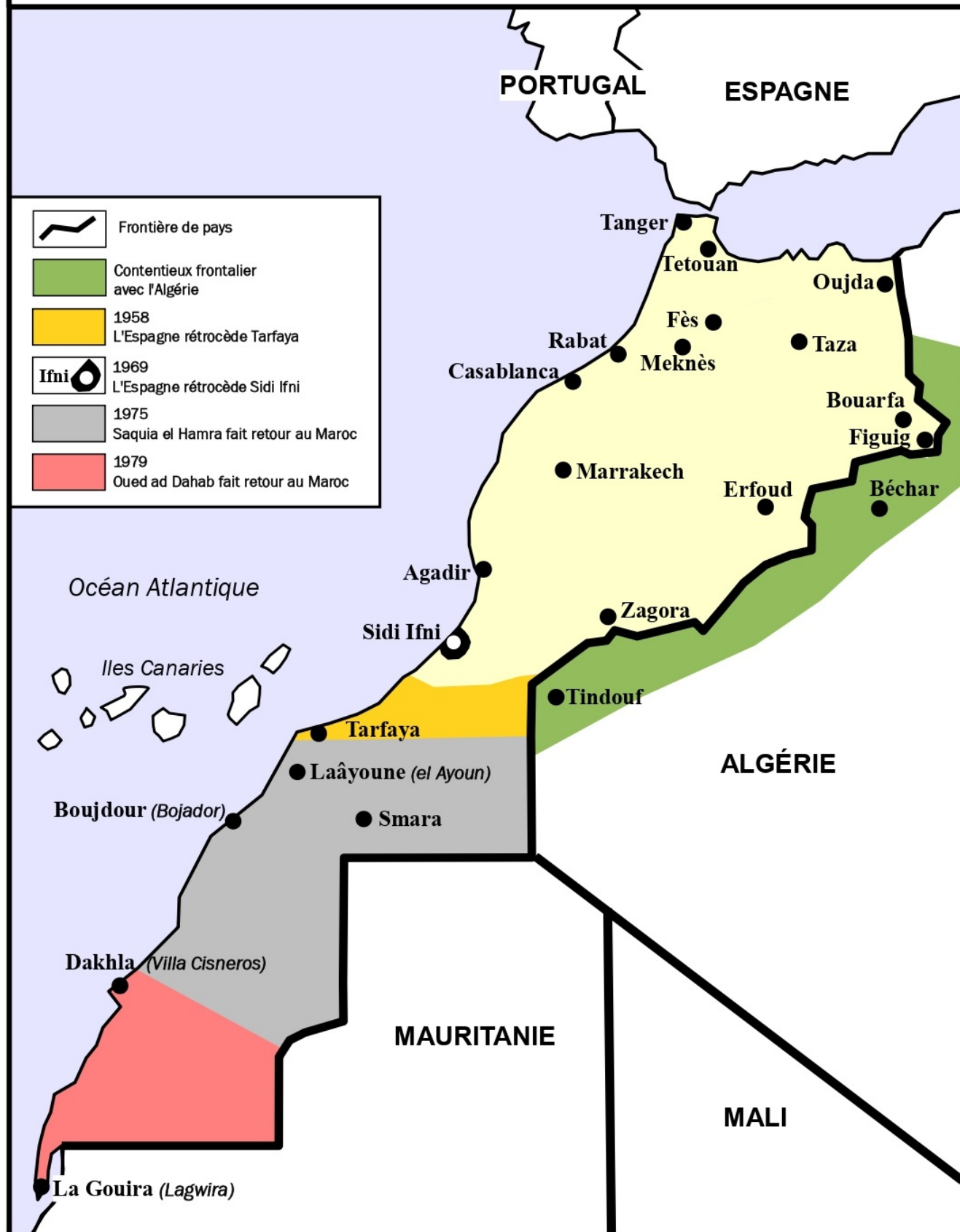
Le souverain marocain avait alors fait un geste de bonne volonté en direction de l'Algérie car sans demander de gages, il s'en remettait à la partie algérienne. Pour Rabat, il était donc clair que l'indépendance à venir de l'Algérie allait permettre de régler un contentieux frontalier résultant de décisions coloniales.

Dans ces conditions, l'Algérie une fois indépendante, le roi Hassan II demanda donc à plusieurs reprises que les commissions marocaine et algérienne chargées de la mise en application de l'accord se réunissent afin qu'il soit possible d'entrer dans une phase concrète de négociation.

Or, l'Algérie se posa en héritière territoriale de la France, ne reconnaissant pas que le Maroc avait été territorialement amputé par l'ex-puissance coloniale, et elle refusa donc d'appliquer l'accord du 6 juillet 1961, Ahmed Ben Bella, ne s'estimant pas lié par les engagements pris par le GPRA.

La tension monta alors entre les deux pays et le 8 octobre 1963, dans la région de Figuig, l'armée algérienne lança une attaque surprise, anéantissant plusieurs petites garnisons marocaines à Hassi-Beida, Tinjoub et Tinfouchy, puis elle tenta de s'emparer de Figuig. La « guerre des sables » venait d'éclater.

LA RÉUNIFICATION DU MAROC



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA « GUERRE DES SABLES » (OCTOBRE-NOVEMBRE 1963)

Au lieu d'appliquer les accords signés le 6 juillet 1961, l'Algérie renia sa parole, et plus encore déclencha une guerre contre le Maroc.

Le 14 octobre les FAR (Forces armées royales) reprirent Hassi-Beida et Tinjoub, puis elles avancèrent vers la piste Béchar-Tindouf cependant que les Algériens s'emparaient d'Ich.

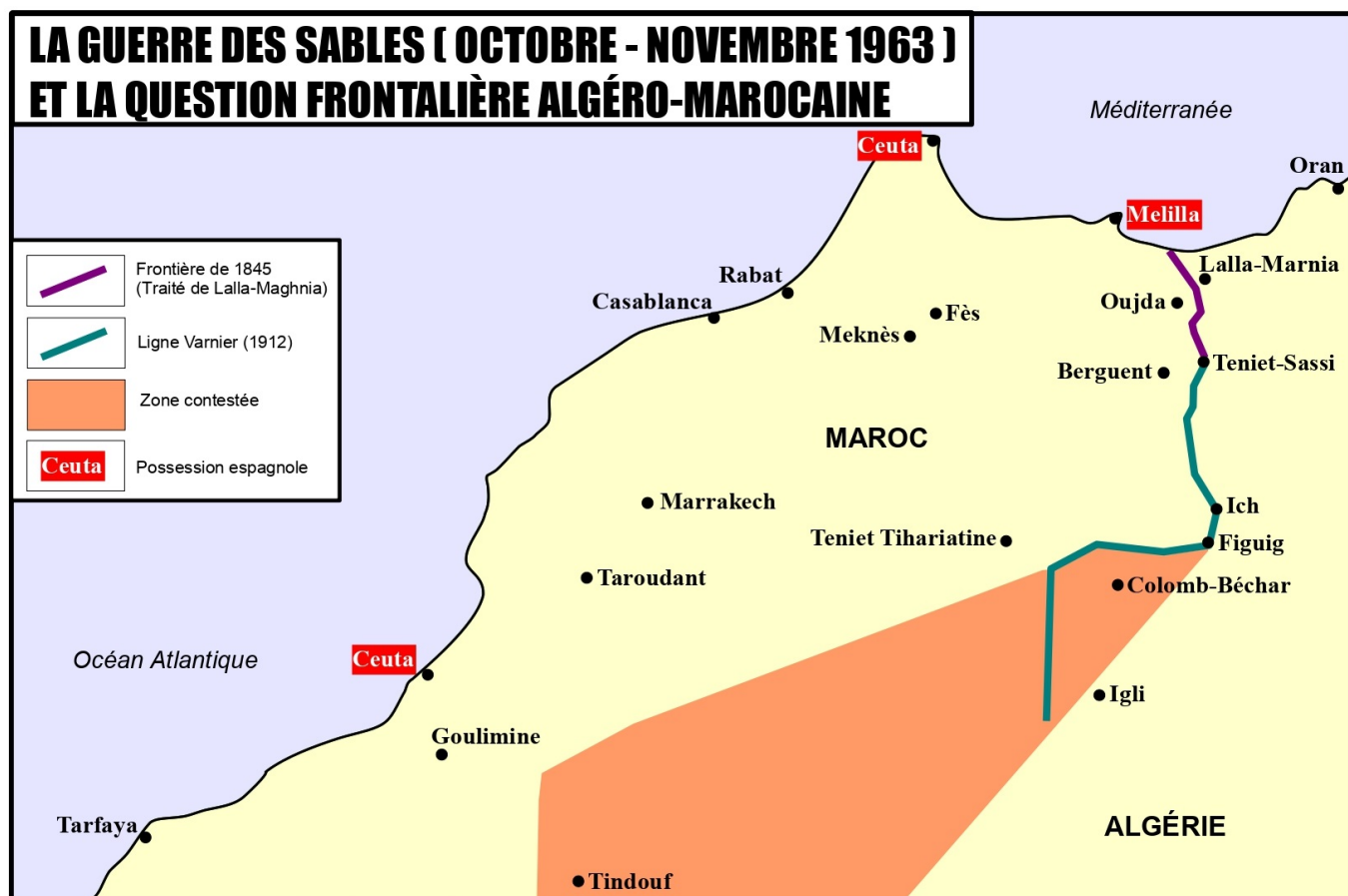
Le 15 octobre, l'Algérie décida la mobilisation générale des anciens combattants de la guerre d'indépendance et le 18, les forces algériennes furent en vue de Figuig.

Le 25 octobre les FAR remportèrent deux importantes victoires dans les régions d'Hassi Beida et de Tinjoub. Le 28, elles furent à portée de Tindouf qu'elles n'investirent pas, demeurant en position à proximité de la ville.

Le plan du général Kettani, ancien général de l'armée française, était une offensive à travers le Sahara dont le but était la reprise des régions marocaines que la France avait rattachées à l'Algérie, dont Tindouf, le Touat et le Gourara (carte page 14).

Le roi Hassan II lui fit la réponse suivante :

« (...) ça ne servira à rien, moi je pars du principe, peut-être cynique, que lorsqu'on fait la guerre à quelqu'un c'est pour avoir la paix pendant au moins une génération. Si on n'est pas assuré de la tranquillité pendant trente ans après avoir mis au



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

tapis son adversaire, il vaut mieux éviter de lancer une opération militaire, parce qu'on défigure le présent, on compromet l'avenir, on tue des hommes, on dépense de l'argent, pour recommencer quatre ou cinq années après. »

Le Maroc qui avait alors l'avantage militaire se trouva diplomatiquement isolé alors que l'Algérie bénéficiait au contraire du soutien du bloc de l'Est^[1], de la Ligue arabe et de l'OUA (*Organisation de l'unité africaine*).

Plusieurs tentatives de règlement échouèrent, puis, sous la pression de l'OUA, le Maroc accepta un cessez-le-feu. Une médiation fut ensuite menée par le président Modibo Keita du Mali et par l'Empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié et les 29 et 30 octobre, à Bamako, un cessez-le-feu fut négocié entre le roi Hassan II et Ben Bella. Il devait entrer en vigueur le 2 novembre, mais il ne fut effectif que le 5 novembre.

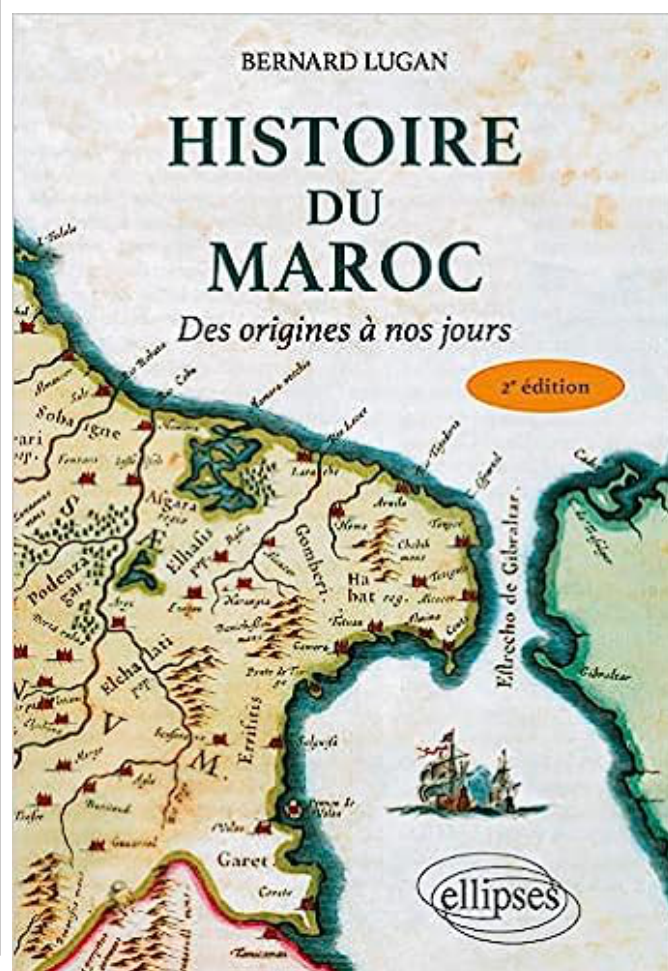
Les troupes marocaines se retirèrent ensuite sur les lignes qu'elles occupaient à la veille du conflit et l'OUA mit en place une zone démilitarisée sur la frontière entre Figuig et Tindouf, sur 1000 kilomètres de long, surveillée par des observateurs éthiopiens et maliens.

Le cessez-le-feu définitif intervint le 20 février 1964 et le 15 janvier 1969, un traité de paix fut conclu entre les deux pays.

Le souverain marocain qui n'avait pas voulu humilier l'Algérie désirait régler une fois pour toutes le contentieux territorial avec son voisin, fût-ce au prix de l'abandon de ses revendications sur des régions historiquement marocaines. Mais, en échange, il espérait qu'en retour, la neutralité

d'Alger dans sa volonté de récupération du Sahara occidental espagnol lui serait acquise.

Or, tout au contraire, à partir de 1975, Alger arma et soutint les combattants du Polisario comme nous le verrons dans le numéro du mois d'août 2023 de l'*Afrique Réelle*.



[1] Cuba envoya des troupes et du matériel. Le 31 octobre le Maroc rompit ses relations diplomatiques avec Cuba et rappela son ambassadeur en Égypte.



FORMULAIRE D'ABONNEMENT/ RÉABONNEMENT POUR 2023

(LES ABONNEMENTS 2024 NE SERONT PAS PRIS EN COMPTE)

Née en 2010, l'Afrique Réelle est une lettre mensuelle PDF d'une vingtaine de pages envoyée par internet. Elle analyse les événements africains sur la longue durée à partir du réel géographique et ethnique.

Cet outil unique de connaissance des réalités du continent africain est illustré de cartes couleur. En plus de la revue, les abonnés reçoivent les analyses ponctuelles de Bernard Lugan.



Paieement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM

Abonnement simple : **50€** (TVA incluse)

Donne droit aux 12 numéros de janvier à décembre 2023 ainsi qu'à tous les communiqués et analyses de Bernard Lugan.

Si vous désirez être tenu au courant de nos activités ou recevoir un exemplaire specimen gratuit de *l'Afrique Réelle*, nous écrire à :
contact@bernard-lugan.com

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL ET VILLE :

PAYS :

TÉLÉPHONE :

ADRESSE E-MAIL (OBLIGATOIRE) :

- ☐ RÉABONNEMENT 2023 : 12 NUMÉROS - 50 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ ABONNEMENT 2023 : 12 NUMÉROS - 50 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ ABONNEMENT 2022-2023 : 24 NUMÉROS - 65 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ INTÉGRALITÉ DES 168 NUMÉROS 2010-2023 : 175 EUROS (TVA INCLUSE)

FORMULAIRE À RENVoyer À :
BERNARD LUGAN
BP 45
42360 PANISSIÈRES